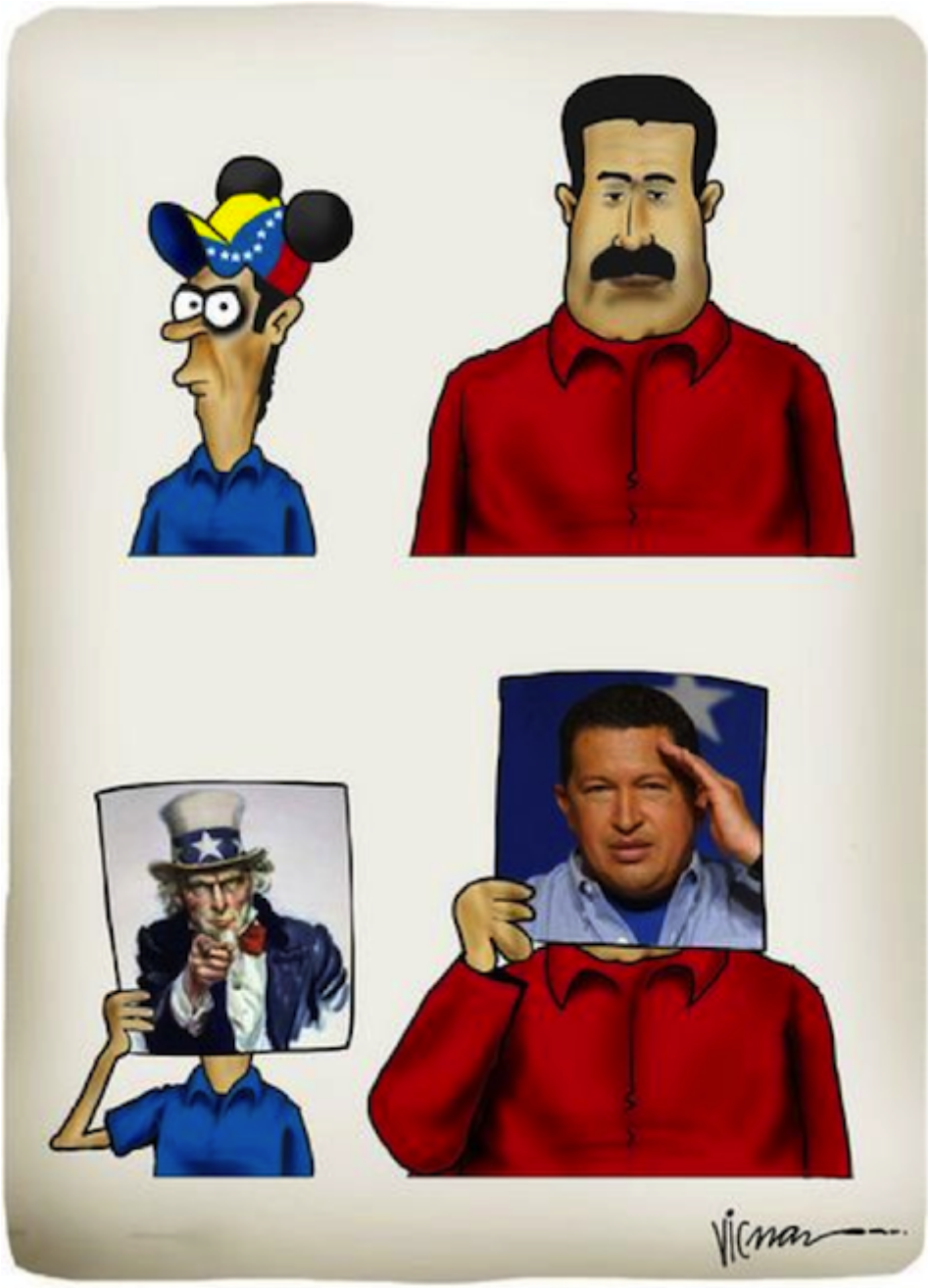
Thomas Posado revient dans cet article sur le nouveau cycle politique ouvert, au Venezuela, par la mort d'Hugo Chávez et la victoire électorale de Nicolas Maduro. Cette courte victoire constitue-t-elle le chant du cygne de la « révolution bolivarienne », ou pourrait-elle engendrer une amplification des luttes sociales, susceptibles de réaliser les espoirs suscités par le processus ouvert en 1999 ?

Entre octobre 2012 et avril 2013, le Venezuela a connu deux élections présidentielles et une élection régionale. Le 7 octobre 2012, Hugo Chávez, pour sa dernière élection, est réélu au-delà des prévisions des sondages les plus flatteurs, avec 55 % des suffrages exprimés, loin devant son principal concurrent Henrique Capriles (44 %), dans un contexte de participation sans précédent au Venezuela depuis la fin des années 1980 (80 %). Deux mois plus tard, le 16 décembre, le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), le parti d'Hugo Chávez, emporte les élections régionales dans 20 des 23 Etats dans un contexte de participation beaucoup plus faible (52 %) mais avec un rapport de forces similaire entre le chavisme et l'opposition (56 % contre 44 %). L'opposition ne résiste que dans l'Etat de Miranda, fortement peuplé, qui comprend l'Est de Caracas avec l'ancien candidat à l'élection présidentielle, Henrique Capriles, et dans les Etats régionaux de Lara et d'Amazonas avec deux anciens gouverneurs chavistes passés dans les rangs de l'opposition. Ces deux élections sont-elles le chant du cygne du chavisme ?

Quatre mois plus tard, le 14 avril 2013, une nouvelle élection présidentielle a lieu suite au décès d'Hugo Chávez le 5 mars précédent. Elle oppose Nicolás Maduro à Henrique Capriles. Le premier, un ancien dirigeant syndical, ministre des Affaires Etrangères de 2006 à octobre 2012 puis vice-Président de la République, a été désigné comme successeur par Hugo Chávez lors de son dernier discours, le 8 décembre 2012. Le second est l'héritier d'une puissante entreprise agro-alimentaire et d'un conglomérat médiatique, gouverneur de l'Etat du Miranda depuis 2008 et ancien challenger d'Hugo Chávez à l'élection d'octobre 2012. La campagne de Nicolás Maduro s'est centrée sur la fidélité au président défunt allant jusqu'à l'évocation de l'esprit de Chávez réincarné en un petit oiseau dans les derniers jours de la campagne. Celle d'Henrique Capriles tente d'utiliser les mécontentements divers en se concentrant sur les thématiques économiques et sociales telles que la vie chère et les pénuries diverses sans pour autant s'éloigner du projet politique de sa coalition, celui d'un capitalisme sans restrictions. On pourrait résumer cette campagne électorale à la caricature ci-dessous de Vicman publiée sur le site d'*aporrea*.



Caricature de Vicman représentant Henrique Capriles et Nicolás Maduro, le 14 mars 2013, visible sur : http://www.aporrea.org/oposicion/n224959.html

Les questions économiques et sociales se sont néanmoins invitées dans la campagne par l'instauration de mesures impopulaires durant les semaines précédant le scrutin du 14 avril. Le 8 février 2013, le gouvernement intérimaire de Nicolás Maduro a procédé à une dévaluation de la monnaie de 46,5 %, le bolívar passant de 4,30 à 6,30 pour chaque dollar. Le 28 mars suivant, des biens publics d'origine pétrolière ont été vendus pour une valeur de 200 millions de dollars au prix de 12,5 bolívars pour un dollar ce que les commentateurs ont analysé comme une deuxième dévaluation[1]. Quelque soit le terme employé, les conséquences sur le coût de la vie dans un pays où le taux d'inflation est supérieur à 20 % depuis cinq années consécutives[2]ne peuvent être ignorées. La perte de pouvoir d'achat pour les classes populaires pose la question de l'augmentation des salaires. Alors que l'UNT, une centrale syndicale favorable au gouvernement, revendique une augmentation

des salaires de 70 %[3], les propositions des deux principaux candidats à l'élection présidentielle étaient loin de compenser la perte de pouvoir d'achat causée par les ajustements monétaires. La centrale syndicale la plus subordonnée au gouvernement, la CBST-CCP, a, par ailleurs affirmé qu'une augmentation à la hauteur des revendications de l'UNT serait « irresponsable ». Le gouvernement de Nicolás Maduro a peut-être estimé qu'au vu de l'émotion provoquée par la mort d'Hugo Chávez, la récupération du pouvoir d'achat perdu n'était pas prioritaire et que les mesures d'ajustement monétaire n'auraient pas de conséquences électorales immédiates. Ce pari a mené Henrique Capriles aux portes du palais présidentiel de Miraflores.

Les résultats du 14 avril sont une surprise. Nicolás Maduro l'emporte avec moins d'1,5 point d'avance (50,61 contre 49,12 %) toujours dans un contexte de forte participation électorale (80 %). La marge d'avance du chavisme a fondu de plus de neuf points en l'espace de six mois. Tous les sondages prévoyaient pourtant que le déficit dû à la personnalité d'Hugo Chávez serait comblé par l'émotion provoquée par le décès du président en exercice. L'avenir du chavisme est d'autant plus menacé que les jours suivants l'élection furent entachés de violences qui causèrent la mort de dix militants chavistes. L'opposition semble revenir aux stratégies insurrectionnelles du début des années 2000[4]. La victoire de Nicolás Maduro n'est toujours pas reconnue par Henrique Capriles au niveau interne, par les Etats-Unis au niveau externe. Pourtant, comme le constatait Olivier Compagnon dans les colonnes du *Monde* le 17 avril 2013, « jusqu'à preuve du contraire, Henrique Capriles dénonce des irrégularités sans en fournir les preuves », dans un système électoral qualifié par l'ancien président étasunien, Jimmy Carter d'un des plus fiables du monde[5]. Qu'est-ce qui menace aujourd'hui l'avenir du chavisme ?

La question de la pérennité du chavisme mérite d'être posée. Face à une opposition conquérante, des tensions existent dans la direction du chavisme comme le révèle l'affaire Mario Silva du nom du présentateur très populaire de l'émission polémique *La Hojilla*. Ce dernier aurait affirmé dans un enregistrement rendu public que le président chaviste de l'Assemblée Nationale, Diosdado Cabello, conspire à partir de ses réseaux militaires contre le mandataire élu, Nicolás Maduro, et s'enrichit illégalement par le biais de l'organisme qui assigne les devises, CADIVI, et les douanes. Ce secteur militaire comptait 11 des 23 candidats chavistes aux élections régionales dont 10 élus. Ce réseau d'élus locaux constitue une frange conservatrice difficilement contournable au sein du chavisme.

Le principal écueil qui guette le chavisme demeure néanmoins la désaffection de sa propre base sociale. Comment le chavisme a-t-il pu perdre neuf points en six mois et quels sont les enjeux des années à venir ? Un certain nombre de défis concernant le traitement des indigènes, la thématique environnementale et la question sociale persistent. Bien que le nombre d'indigènes soit faible au Venezuela – 2,3 % de la population selon le recensement de 2001 – la politique du gouvernement à leur égard demeure symbolique d'une série de renoncements éloignés des prétentions initiales. Le 3 mars 2013, deux jours avant le décès d'Hugo Chávez, le leader indigène Sabino Romero a été assassiné. Il luttait depuis plus d'une décennie contre la famille propriétaire terrienne Vargas à l'origine de multiples tentatives d'assassinats contre lui et sa communauté Yukpa mais aussi face aux institutions de l'Etat qui l'a emprisonné d'octobre 2009 à mai 2011 avant qu'un procès ne l'innocente. Pourtant, en 2008, durant un *Aló Presidente*, Hugo Chávez déclarait: « entre les propriétaires terriens et les indiens, ce gouvernement est avec les indiens (…). Les indiens Yupka doivent être protégés par le gouvernement, par les forces armées, par l'Etat »[6].

Les résultats des élections régionales de décembre 2012 sont tout à fait instructifs. Si le

succès du PSUV est incontestable, une étude attentive des résultats laisse entrevoir localement l'expression de certains malaises. Dans l'Etat du Monagas, le petit parti écologiste, Mouvement écologiste du Venezuela, traditionnellement marginal (0,27 % des suffrages exprimés à l'élection présidentielle d'octobre 2012) et allié à la coalition de l'opposition, émerge à 4,65 %. Ce nouveau poids électoral est à mettre en lien avec la catastrophe écologique de mars 2012 : 12 millions de litres de pétrole ont été déversés dans la mangrove privant 400 000 personnes d'eau courante[7]. Pourtant, Hugo Chávez manifestait des préoccupations environnementales en déclarant notamment au sommet de Copenhague : « Si le climat était une banque, vous l'auriez sauvé depuis longtemps ». Toutefois, on peut constater avec Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde « un divorce grandissant entre une rhétorique chaque fois plus révolutionnaire et une pratique effective qui, quand elle ne reste pas relativement modérée, tend à consolider un pouvoir personnaliste ou de parti pensé exclusivement depuis le haut »[8].

Les résultats des élections régionales illustrent également les tensions sociales entre la direction du chavisme et sa base sociale. Le Parti Communiste Vénézuélien (PCV) n'avait jamais dépassé le seuil des 4 % des suffrages. Pourtant, lors du scrutin de décembre 2012, les candidats du PCV dissidents du PSUV réalisent des scores non négligeables, 5,5 % dans l'Etat d'Amazonas ; 10 % dans l'Etat de Mérida ou encore 25 % dans l'Etat de Portuguesa passant ainsi devant le candidat de la MUD. On remarque également le succès de la candidature dissidente du MEP, un autre parti de la coalition chaviste dans l'Etat d'Apure (14 %). Dans chacune de ces régions, le mécontentement contre des dirigeants locaux du chavisme s'est exprimé sur des partis fidèles au processus bolivarien mais autonomes du PSUV.

Si le PCV a réussi à capitaliser un force électorale, il n'a pas su influer sur un milieu social particulier. Les groupes politiques issus du trotskisme ont eu les caractéristiques inverses. En 2005, ils se sont unis en une organisation politique le Parti Révolution et Socialisme (PRS) et leur courant syndical, le Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire et Autonome (C-CURA) jouissait d'une majorité relative au IIème Congrès de l'UNT en mai 2006. Toutefois, ce courant a été affaibli par la division en 2007 entre partisans d'une intégration du PSUV (Marée Socialiste) et ceux critiquant le chavisme jusqu'à créer des structures syndicales communes avec l'opposition (Unité Socialiste de Gauche, USI). Les premiers se sont engagés dans une plate-forme opportunément créée quelques jours avant le 14 avril 2013, Patrie Socialiste, ayant des difficultés à créer un rapport de forces avec la direction du chavisme. La candidature du leader des seconds, Orlando Chirino, à l'élection présidentielle d'octobre 2012, ne lui a pas permis d'échapper à la marginalité d'un système politique fortement bipolarisé depuis l'accession de Chávez au pouvoir (0,02 % des suffrages exprimés).

Les recompositions successives du champ syndical ont conduit à une tutelle plus affirmée du gouvernement. L'UNT, créée en 2003 après les tentatives insurrectionnelles de l'opposition, a subi d'une part, la sortie du C-CURA considérant que les revendications économiques des travailleurs devaient primer sur la défense du gouvernement et d'autre part, de la Force Bolivarienne des Travailleurs (FBT), dont Nicolás Maduro est le chef implicite, établissant un ordre de priorités inverse. La FBT a impulsé après la nationalisation de SIDOR en avril 2008, la création d'une centrale syndicale alternative, hégémonique depuis novembre 2011, la Centrale bolivarienne socialiste des travailleurs de la ville, du champ et de la pêche (CBST-CCP) vidant peu à peu l'UNT de sa substance. Marée Socialiste a décidé à l'été 2012 de se rallier à cette nouvelle centrale.

L'étude plus précise de la région industrielle du Bolívar montre l'étendue de ce divorce avec la classe ouvrière. Lors des élections présidentielles de juillet 2000, le Bolívar octroie au chavisme un score de 9,25 points supérieur à la moyenne nationale ; depuis, ce différentiel décroit de manière continue jusqu'à obtenir, lors des élections présidentielles d'avril dernier, un score inférieur de 2,74 points au résultat obtenu au niveau national. Ce désalignement est le plus important de l'ensemble des régions vénézuéliennes entre 2000 et 2013 et le seul à être continu. Le score obtenu par le candidat chaviste aux élections régionales est également décroissant au cours des échéances . Un candidat du PCV y a réalisé un score important lors des récentes élections régionales alors que le candidat du gouvernement s'est imposé avec une marge très faible.

La réaction post-électorale du chavisme dans cette région associe la politique de la carotte à celle du bâton. Les premières déclarations relèvent davantage du rappel à l'ordre et à la discipline qu'au débat interne et à l'amélioration des conditions de vie des classes populaires. Le 17 avril 2013, trois jours après le coup de tonnerre du résultat de l'élection présidentielle, lors d'une conférence de presse, s'étonnant que Henrique Capriles avait dépassé les 50 % dans de nombreuses localités de la région, José « Acarigua » Rodríguez, secrétaire aux finances du SUTISS, le syndicat de l'entreprise sidérurgique SIDOR, a déclaré « nous sommes plein d'*adecos* et de *copeyanos* (partisans des deux partis majoritaires avant Chávez) dans les entreprises, dans les institutions et maintenant (…) il faut faire ici quelque chose de similaire à ce qu'a projeté le camarade Tascón (député qui avait rendu publique la liste de tous les opposants qui avaient signé pour la révocation d'Hugo Chávez en 2004) ». José Mélendez, secrétaire à l'organisation du même syndicat a affirmé de son côté qu'il y a des « infiltrés » à l'intérieur des usines et menacé : « ayez l'assurance que nous allons les trouver et pour les mettre à la place qu'il convient, ayez la pleine assurance qu'ils vont sortir en pleurant »[9]. Trois jours plus tard, Carlos López, le coordinateur général de la CBST-CCP, la principale centrale syndicale, favorable au gouvernement, a dû réaffirmer qu'« aucun travailleur ne peut en poursuivre un autre pour des différences politiques ».

Cet appel à la « propreté » a pourtant été relancé par le ministre du Logement, Ricardo Molina qui exprime face à des employés favorables au processus bolivarien : « dans cette situation, les lois du travail ne m'importent pas (…) Je n'accepte pas qu'on vienne à parler mal de la révolution, que personne n'en vienne à critiquer Nicolás, ni vienne à parler mal du président Chávez, je ne l'accepte pas. (…) Qui veut être militant de ce parti Voluntad Popular (un des partis de la coalition d'opposition), de ce parti fasciste, qu'il démissionne, parce que s'il ne démissionne pas, moi-même, je vais le jeter »[10]. Ces propos ont été désavoués par Nicolás Maduro qui a garanti la « stabilité au travail absolu »[11]. Le ministère du Travail a publié un communiqué qui réaffirme « la stabilité au travail pour tous les travailleurs et travailleuses du secteur public comme du secteur privé » ne voyant dans les menaces qu'une « campagne médiatique »[12].

L'autre versant de cette politique est le développement d'expériences de « gouvernement de rue » où l'ensemble du gouvernement se déploie pour établir aux quatre coins du pays un contact direct avec sa base sociale en voie de démobilisation. La première étape de cette initiative a lieu dans l'Etat de Bolívar durant six jours. Le nouveau président annonce la création de la *Gran Misión Vivienda Obrera Venezuela* pour l'Etat de Bolívar destinée à la construction de logements pour les travailleurs qui s'organiseraient pour cela. Nicolás Maduro propose également de construire un nouvel hôpital à Ciudad Guayana plutôt que de renégocier les parties « santé » des conventions collectives des principales entreprises. Un réseau de *Mercal Obrero*, des magasins de distribution alimentaire à prix réduits sera établi

au sein des entreprises. Des prêts aux conditions avantageuses seront accordés aux travailleurs[13]. Ces propositions s'inscrivent dans la continuité du projet chaviste, préférant agir sur le salaire social plutôt que sur le salaire réel des travailleurs. Nicolás Maduro annonce la relance du Plan Guyane Socialiste fondé par Hugo Chávez en 2009, censé inclure les travailleurs dans la définition du nouveau modèle socialiste. La mise en œuvre de ces réformes sera-t-elle suffisante pour enrayer le désalignement du chavisme de l'Etat du Bolívar ?

Ce difficile dialogue entre les travailleurs formels et le gouvernement chaviste semble toutefois se prolonger. Depuis mai 2013, une lutte agite le milieu universitaire soutenu par des dirigeants syndicaux de l'opposition et de l'UNT touchant près de 190 000 personnes. La principale revendication est une augmentation des salaires pour les professeurs, les employés et les ouvriers de l'université rattrapant la perte continue de pouvoir d'achat et le refus de l'Etat et des patrons privés de renégocier les conventions collectives, contrairement à ce qui est légalement obligatoire. Ce mouvement existe dans dix-huit facultés du pays, privées comme publiques. Face aux grévistes, d'un côté, Carlos López dénonce une mobilisation ayant « comme finalité de créer une rébellion civique nationale pour prétendre faire tomber le gouvernement légitime de Nicolás Maduro » et accuse nommément plusieurs dirigeants syndicaux dont Marcela Máspero, coordinatrice nationale de l'UNT, d'être engagés dans cet acte déstabilisateur. D'un autre côté, Henrique Capriles tente de récupérer le mécontentement tout en recommandant de ne pas faire grève. Les travailleurs universitaires ont réussi à obtenir une augmentation des salaires de 75 % en trois temps mais ne sont pas parvenus à ce que les conventions collectives historiques s'appliquent et ont subi une intimidation des instances judiciaires pour que cesse la grève.

Le nombre de manifestations populaires augmente de manière continue depuis 2006[14]. Durant la présidence d'Hugo Chávez, ces protestations étaient en partie neutralisées par le mythe du bon roi et des mauvais ministres, celui-ci incarnant, selon la formule de Rafael Uzcátegui, une « digue de contention des conflits »[15]. Cette digue ayant cédée, comment vont s'exprimer les milliers de conflits alimentées par une décennie d'espérances autour de la révolution bolivarienne ? L'avenir du processus politique et d'une possible réimpulsion des espérances des classes populaires vénézuéliennes en dépend. En l'absence d'expression de ces revendications, le chavisme est en péril par l'exploitation des frustrations par une opposition reconstruite autour d'Henrique Capriles ou par des tensions internes au sein de la direction du chavisme.

Thomas Posado est doctorant en Sciences Politiques à Paris-VIII, ATER à l'Université de Haute-Alsace.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur•e(s) et URL d'origine activée.

références

références

⇧1 Ewald Scharfenberg, « Venezuela efectúa una devaluación encubierta del bolívar en plena campaña », *El País*, 29 mars 2013.

⇧2 Banco Central de Venezuela, disponible sur : http://www.bcv.org.ve/excel/4_5_14.xls?id=433

⇧3 « Unete propone aumento salarial de 70% », *Últimas Noticias*, 20 mars 2013.

⇧4 Entre 2002 et 2005, l'opposition a organisé un coup d'Etat militaire en avril 2002, une paralysie de l'économie dirigée par le patronat et les cadres de l'entreprise pétrolière entre décembre 2002 et février 2003, un référendum révocatoire en août 2004 et un boycott des élections législatives en novembre 2005.

⇧5 *Final Report of the Carter Center Study Mission to the October 7, 2012 Presidential Election in Venezuela*, 15 novembre 2012, disponible sur : www.cartercenter.org.

⇧6 *Aló Presidente* n°318, 24 août 2008.

⇧7 Jean-Baptiste Mouttet, « Une catastrophe écologique embarrasse Hugo Chávez », http://www.mediapart.fr/print/184461, 12 mars 2012.

⇧8 Patrick Guillaudat, Pierre Mouterde, *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne, Promesses et défis d'un de changement social*, Mont-Royal, M éditeur, 2012, p. 172.

⇧9 « Sindicato plantea « limpieza » política en la CVG tras elecciones del 14A », http://www.elmundo.com.ve/Noticias/Economia/Empresas/Sindicato-plantea–limpieza–politica-en-la-CVG-tr.aspx, 18 avril 2013.

⇧10 « El ministro de Vivienda amenazó con despedir a empleados opositores », *El Nacional*, 22 avril 2013.

⇧11 « Maduro promete "estabilidad absoluta" a empleados públicos », *El Nacional*, 25 avril 2013.

⇧12 « Estado garantiza la estabilidad laboral de trabajadores venezolanos », *AVN*, 24 avril 2O13.

⇧13 « Maduro divaga sobre política de las convenciones colectivas », *Correo del Caroní*, 29 mai 2013.

⇧14 Le nombre de manifestations pacifiques était de 1 280 en 2006 ; 1 521 en 2007 ; 1 680 en 2008 ; 2 822 en 2009 ; 3 315 en 2010 ; 4 472 en 2011 et 4 583 en 2012 (Source : PROVEA, *Informes anuales* ; OVCS, *Informes anuales*).

⇧15 Rafael Uzcátegui, « Antecedentes y escenarios de la Venezuela poschavista », *Nueva Sociedad*, n°244, mars-avril 2013, p.11, disponible sur : www.nuso.org/upload/articulos/3924_1.pdf